



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
GESTIFTSFELD  
68490 Chalampe

Références : 0006700513\_2024\_11\_04\_Butachimie-VI-PPC-air  
Code AIOT : 0006700513

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampe. L'inspection a été annoncée le 18/09/2014. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampe
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampe, opère dans le domaine de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale.

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installation classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect des Valeurs limites d'émission	AP de Mise en Demeure du 06/05/2022, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Appareils de mesure- QAL 1	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Appareils de mesure- QAL 2	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Transmission des résultats	AP de Mise en Demeure du 06/05/2022, article 3	Sans objet
3	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9	Sans objet
6	Appareils de mesure- AST	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9	Sans objet
7	Appareils de mesure- QAL 3	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite d'inspection ont soulevé de nombreuses interrogations sur la fiabilité des mesures continues et réglementaires. La comparaison des mesures aux valeurs réglementaires manque de précisions, les paramètres de mesure, notamment la température, débits, sont à vérifier. Aussi, l'exploitant doit justifier sous 2 mois :

- les résultats de l'autosurveillance pour les mesures en continu, en exprimant pour chaque mesure effectuée, la Valeur Limite d'Emission associée (pondérée au prorata des combustibles utilisés),
- la non nécessité de ramener les concentrations mesurées aux Conditions Normales de Température et de Pression,
- le bon fonctionnement de l'équipement aux températures inférieures à 5 degrés,
- les documents relatifs à l'assurance qualité (QAL 2), examinés par le biais d'un échantillonnage lors de l'inspection, requièrent des justificatifs pour garantir la fiabilité des données concernant le four Est,
- les débits théoriques doivent être confrontés aux valeurs issues des rapports de contrôle fournis par un laboratoire agréé.

Ainsi, malgré des mesures inférieures au VLE, le manque de précision des paramètres ne permet pas de lever la mise en demeure du 6 mai 2022.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant ses obligations en matière de présentation des rapports de contrôle (fonctionnement, précisions des mesurages...)

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Transmission des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/05/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>avant le 30 juin 2022, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé :</p> <p>« L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif à l'ensemble des résultats des mesures et analyses du mois précédent imposées au chapitre 9.2. Ce rapport comprend notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les débits et concentrations dans des unités compatibles avec les valeurs limites définies dans le présent arrêté,</li> <li>• les flux horaires, journaliers, mensuels et annuels rejetés.</li> </ul> <p>Le rapport traite en outre de l'interprétation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), [...]</li> <li>• des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a soumis, le 14 octobre 2024, le rapport sur "l'autosurveillance des rejets</p>

atmosphériques" pour le premier semestre, daté du 25 janvier 2024. Ce document présente :

- Les résultats des mesures de concentration et de flux d'autosurveillance concernant les rejets de l'incinérateur, de la chaudière et du four, pour la période de janvier à juin 2024.
- Les cas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE), accompagnés des causes identifiées et des actions correctives mises en œuvre.

Pour chaque incident de dépassement, l'exploitant réalise une fiche 'RE', qui documente l'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises pour rétablir la conformité. Une fois les actions effectuées, la fiche est considérée comme clôturée.

Cependant, il est à noter que les débits calculés théoriquement ne sont pas présents dans ce document.

L'exploitant a transmis en date du 12 novembre 2024 l'autosurveillance des rejets atmosphériques qui comporte les débits théoriques.

Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Respect des Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/05/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des Valeurs limites d'émission

### **Prescription contrôlée :**

Avant le 31 décembre 2023, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé :

« Conduits n°9, 17, 19, 22 et 23 (fours de préchauffage Est, Sud et Ouest, fours TGN1 et TGN2)

Les valeurs limites d'émission ne dépassent pas les valeurs fixées ci-après en fonction du combustible utilisé :

Nox : 100 mg/Nm3 (GN) ou 300 (Gaz résiduels)

### **Constats :**

Afin de faire application de la prescription contrôlée, il convient de prendre en considération les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Cet article encadre l'expression des Valeurs Limites d'Emissions pour l'utilisation de plusieurs combustibles en simultané sur une installation. Ce qui est le cas des installations visées par le présent contrôle. Ainsi cet article opposable aux installations du site mentionne que :

*« Dans le cas d'une installation de combustion à foyer mixte impliquant l'utilisation simultanée de deux combustibles ou plus, la valeur limite d'émission de l'installation est déterminée conformément à l'article 40.1 de la directive 2010/75/UE susvisée. »*

L'article 40.1 de la directive 2010/75/UE fixant les critères pour l'établissement de la VLE qui est fonction des proportions de combustibles utilisés et de leurs pouvoirs calorifiques.

Il a pu être constaté sur site au travers des modules de calcul mis en œuvre par l'exploitant dans son système de suivi des émissions que ce dernier appliquait une formule de calcul de la VLE en adéquation avec les dispositions précitées.

Le contrôle de l'Inspection s'est à la fois porté sur les résultats d'autosurveillance des prélèvements périodiques réalisés par un organisme tiers, et ceux obtenus par l'exploitant dans le cadre du suivi en continu de ses émissions.

L'exploitant a transmis en date du 14 octobre 2024 les rapports du bureau de contrôle pour le paramètre Nox :

- conduit 17- TGN1 (mesures 5 août 2024) : 131 mg/Nm3,
- conduit 19- TGN2 (mesures 4 juillet 2024) : 293 mg/Nm3,
- conduit 9- four Est (mesures 18 juin 2024) : 132 mg/Nm3,
- conduit 22- four Sud (mesures 18-19 juin 2024) : 289 mg/Nm3,
- conduit 23- four Ouest (mesures 16 avril 2024) : 261 mg/Nm3.

Ces résultats sont présentés dans les rapports sans VLE associées, et sans éléments permettant d'accéder à cette dernière. En effet et pour exemple le rapport des mesures du 4 juillet 2024 du conduit n°19 (TGN2) indique des conditions opératoires telles que reprises ci-après :

- GR vers four (P12090F.PV) : 1191.87 kg/h
- Air combustible (P12080F.PV) : 1441.48 kg/h
- GN vers brûleurs four P4201(P12110F.PV) : 0.05kg/h
- HCN1 -> ADN (H39050F.PV) : 18.75 T/h

Ces éléments laissent présager à une utilisation majoritaire en Gaz Résiduaire (GR), et donc une VLE potentiellement proche des 300mg/Nm<sup>3</sup>, cependant aucun élément calculatoire de cette VLE n'est présenté ou accessible dans les documents transmis par l'exploitant.

• Concernant les résultats des mesures en continu :

L'exploitant transmis à l'Inspection son fichier de suivi pour les mois de juillet et août 2024. Après contrôle de ces éléments, et échange avec l'exploitant, il apparaît que ce dernier n'applique pas de conversion sur les paramètres température et pression afin de ramener les ppm exprimés par l'appareil de mesure aux Conditions Normales de Température et de Pression (CNTP). Selon l'exploitant, le dispositif mesure une concentration volumique, et ne nécessite pas de conversion aux CNTP. Cependant le dispositif utilisé pour la mesure se base sur une technologie infrarouge, qui par définition mesure un nombre de molécule dans un volume prédéfini par l'appareil (donnée intrinsèque à l'équipement), le dispositif établit en théorie une concentration molaire, qu'il retranscrit en ppm par le biais des données qu'il acquiert pendant la mesure. Le volume prédéfini est en théorie mesuré aux température et pression du procédé, et non aux CNTP. L'Inspection n'a pas été en mesure de déterminer par le biais de l'examen des documentations techniques à sa disposition, si la pratique de l'exploitant était conforme à la prescription contrôlée.

Compte tenu de ce qui précède, l'Inspection ne peut en l'état conclure sur la conformité des installations à la prescription contrôlée, tant du point de vue des VLE opposables au moment des mesures réalisées, qu'à la justesse des mesures présentées (pour le contrôle en continu) si elles sont in fine à transposer aux CNTP.

L'inspection propose donc de prolonger la mise en demeure de 2 mois afin d'obtenir les certitudes sur la fiabilité des mesures continues.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 2 mois les justifications suivantes :

- les résultats de son autosurveillance pour les mesures en continu, en exprimant pour chaque mesure effectuée, la Valeur Limite d'Émission associée (pondérée au prorata des combustibles utilisés),
- la non nécessité de ramener les concentrations mesurées aux Conditions Normales de Température et de Pression,

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Modalité de surveillance réglementaire**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire

**Prescription contrôlée :**

[...] La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet.

Arrêté ministériel du 11/03/2010, point b de l'annexe II et point 2-c) de l'annexe IV (partiels)  
Annexe II

**b) Nombre de mesurages :**

En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions dans l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf :

- dans le cas des dioxines-furanes ;
- dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de l'installation lors du contrôle réglementaire précédent. [...]

**Annexe IV 2**

**c) Contenu du rapport :**

Les éléments à fournir dans le rapport d'essais concernent à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages. [...]

Le rapport comprend a minima : -les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) ; les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ ou dans un chapitre dédié du rapport ; [...]

-les écarts de mise en œuvre des mesurages par rapport aux référentiels ou méthodes appliqués, qu'ils soient liés au prélèvement ou à l'analyse ;

-les écarts relatifs à la configuration de la section de mesurage au regard des prescriptions normatives.

-l'explication et la justification de chaque écart dans le chapitre où il est présenté ;

-l'impact de chaque écart sur les mesures et/ ou sur la comparaison à la valeur limite d'émission de l'installation dans le chapitre où il est présenté.

**Constats :**

Dans les rapports de bureau de contrôle en date d'intervention du 16 avril 2024, la synthèse des mesures des fours indique un essai unique. Dans les annexes, le détail du mesurage est de 90 minutes. La norme demande de réaliser 3 mesurages distincts de 30 minutes chacun.

L'exploitant a transmis en date du 12 novembre 2024 le rapport du bureau de contrôle révisé en mentionnant 3 essais à 30 minutes.

Par ailleurs, étant donné la présence de l'utilisation de plusieurs combustibles en simultané sur une installation, la VLE à respecter, au moment du prélèvement, est à justifier et à inscrire dans le rapport de présentation en détaillant le fonctionnement précis de l'équipement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations quant à la présentation des rapports de contrôle (fonctionnement, calcul VLE...). Les prochains rapports devront présenter 3 mesurages de 30 minutes au minimum avec des précisions d'horaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Appareils de mesure- QAL 1**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL1

**Prescription contrôlée :**

[...]Les appareils de mesure en continu des chaudières et de l'incinérateur sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en date du 14 octobre 2024 des documents intitulés ABB QAL 1 et les TGN sans date et de tampon certifiant.</p> <p>L'exploitant a envoyé en date du 12 novembre 2024 le certificat QAL 1 certifié TUV. Ce document montre la mesure uniquement en No. L'inspecteur a constaté lors de la visite un convertisseur qui permet de calculer les No2.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a constaté que pour l'appareil EL3000-Uras26 le QAL 1 indique une température de fonctionnement de 5 à 40 degrés. L'inspection demande de justifier le bon fonctionnement de l'équipement aux températures inférieures à celles indiquées.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 12 novembre 2024 l'autosurveillance des rejets atmosphériques qui comporte les débits théoriques, expliqués comme suit :</p> <p>Débit= (débit GR + débit GN + Débit Air) /1.2. Il précise que le dénominateur correspond à la masse volumique des fumées dans les conditions normales (1 bar et 0°C). Une étude a été réalisée par le service engineering pour confirmer ce calcul. La simulation a été réalisée avec un excès de 3% vol d'O2 dans les fumées et avec combustion de gaz résiduels avec ou sans talon de gaz naturel. Les résultats sont compris entre 1,214 et 1,225 kg/m3 arrondi à 1,2 compte tenu des incertitudes. Cette valeur de 1,2 leur semble donc adéquate pour le calcul des débits de fumées.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspecteur demande les justificatifs suivants dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la comparaison des débits théoriques au rapport de contrôle du laboratoire agréé,</li> <li>- le bon fonctionnement de l'équipement aux températures inférieures à 5 degrés.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>
---

#### N° 5 : Appareils de mesure- QAL 2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 [...]</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les cinq ans ; et</li> <li>- dans les cas suivants :</li> <li>- dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou</li> <li>- après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; ou</li> <li>- après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).</li> </ul> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les un an suivant la signature du présent arrêté. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en date du 14 octobre 2024 des documents QAL 2 réalisés en juillet 2021 pour les fours et TGN1.</p> <p>Dans le QAL 2 du four Est 2021, pour le CO le R2 n'est pas indiqué dans la page de synthèse 3 alors qu'il est calculé à 1 à la page 22.</p>
---

<p>La VLE de référence pour le Nox pour le QAL 2 du four Est 2021 et four Sud est de 350 mg/Nm<sup>3</sup> (au lieu de 300 mg/Nm<sup>3</sup>). 8 mesures sur 18 dépassent la limite de VLE à 300 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant justifie cette valeur en référence à l'article 3.2.4.2 AP de 2016, qui a fait l'objet de nouvelle prescription dans l'article 6 de l'AP 2020 .</p> <p>L'inspecteur s'interroge sur le combustible utilisé lors de l'étalonnage (GN ou GR ou les 2)</p> <p>Le QAL 2 pour le TGN2 a été réalisé en août 2023. Le paramètre Nox, suite à une non conformité a été étalonné en octobre 2023.</p> <p>Dans le QAL 2 , les droites d'étalonnage pour TGN2 sont :</p> <p>Nox : <math>y=1.09 x-0.17</math></p> <p>Co : <math>y= 1.03 x</math></p> <p>O<sub>2</sub> : <math>y=1.15 x-0.05</math></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté les droites d'étalonnage intégrées dans le logiciel d'acquisition correspondant au QAL 2 antérieure comme suit :</p> <p>Nox : <math>y=1.05 x-0.55</math></p> <p>Co : <math>y= 1.02 x</math></p> <p>O<sub>2</sub> : <math>y=1.08 x</math></p> <p>L'exploitant a transmis en date du 12 novembre 2024 un imprimé écran qui permet de montrer que les droites d'étalonnage ont été intégrées au système d'exploitation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>justifier le R2 pour le CO du QAL 2 de 2021 du four Est,</li> <li>montrer l'implication d'un QAL 2 réalisé sur la valeur de l'AP de 2016 pour le polluant Nox (350 mg/Nm<sup>3</sup>) et le cas échéant de refaire un QAL 2 adapté à la VLE de 300 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>expliquer lors du QAL 2 le fonctionnement du combustible utilisé pour les fours.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Appareils de mesure- AST

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>[...] L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé après la mise en place de la procédure QAL2. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en date du 14 octobre 2024 les AST de mai, juillet et août 2024 pour les équipements des fours est, ouest, sud, TGN1, CNIM et l'incinérateur.</p> <p>L'inspecteur a procédé à un contrôle par sondage des documents relatifs au four Est, ouest et sud. Le laboratoire de contrôle a validé le QAL 2 pour le four Est avec une VLE en Nox de 300 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Les documents sont conformes aux attendus.</p> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Appareils de mesure- QAL 3

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



[...] Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. [...]  
La procédure QAL 3 est mise en place 2 mois après la procédure QAL2. [...]

**Constats :**

L'exploitant a envoyé, le 14 octobre 2024, les documents relatifs aux QAL3 des AMS. Ces documents détaillent l'intervention ainsi que la procédure interne désignée sous le nom de Calibration analyseur N126Q/SO ( MTA.3.NIE), transmis le 12 novembre 2024. Ce contrôle est réalisé tous les deux mois.

Lors de la présentation, l'exploitant a également montré la carte de contrôle pour le TGN2 et a décrit les mesures d'étalonnage effectuées pour le CO. Selon la procédure, l'écart acceptable entre le gaz d'étalonnage et l'AMS est fixé à 30 ppm. De plus, un exemple d'enregistrement de l'ajustement de la valeur de l'appareil pour le NOx, applicable au TGN2, a été présenté en date du 24 septembre 2024.

Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite